



Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

République Démocratique du Congo (RDC)

RAPPORT PÉRIODIQUE COUVRANT LA PERIODE 01.07. – 30.12.2017

Titre du Programme: Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani Construisons ensemble pour la Paix !	Numéro du Programme (le cas échéant) Numéro de référence du projet au MPTF : 00106007
Entités participantes de l'ONU : Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme:	Partenaires d'exécution : Gouvernement: STAREC MONUSCO : SSU ONG Nationales: SOFAD ; Groupe Milima ; IFDP ; APDIK ; UGEAFI ; ADEPAE ; RIO ; SVH ; CARITAS UVIRA Entreprises privées : ---
Budget total du Programme (en USD): 7.065.051 \$ Fonds de Cohérence pour la Stabilisation: 7.000.000 \$ Contributions propres: 65.051 \$ Autres Contributions:	Durée du Programme : Durée totale : 24 mois Date de démarrage: 01/07/2017 Date de fin prévue à l'origine: 30/06/2019 Date de fin actuelle :
Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours Évaluation du rapport à mi-parcours - <i>veuillez joindre le document le cas échéant</i> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Date: x Évaluation finale – <i>veuillez joindre le document le cas échéant</i> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Date:	Rapport soumis par : Nom: Christine Buesser Titre: Country Manager Organisation participante (principale): Alert International E-mail: cbuesser@international-alert.org Nom: Veit Vogel Titre: Chef de Projet Organisation participante : Alert International E-mail: vvogel@international-alert.org

TABLE DE MATIERES

PARTIE 1 – LES PROGRES	3
Objectif Spécifique 1	3
Objectif Spécifique 2	7
Objectif Spécifique 3	8
Objectif Spécifique 4	10
Objectif Spécifique 5	12
PARTIE 2 – PERCEPTIONS D’IMPACT	13
PARTIE 3 - ÉTAT D’AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION	14
PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT	17
ANNEXES – CADRE LOGIQUE	20

PARTIE 1 – LES PROGRES

Note d'explication : jusqu'à présent le projet a connu un certain retard en ce qui concerne l'implémentation des activités au terrain qui s'explique dans les sections ci-dessous (travail de préparation essentiel etc.). Néanmoins, beaucoup d'activités ont été déjà exécutées mais ils se focalisent principalement sur l'objectif No.1. L'objectif No.1 est la base pour pouvoir mener la plupart des activités prévues dans les autres quatre objectifs spécifiques. C'est donc pour l'instant l'objectif prioritaire pour Alert et ses partenaires. Le fait que les états d'avancement par résultat sont pour l'instant cochés « rouge » n'est pas vraiment alarmant mais plutôt normal dans une phase de démarrage. Une fois que les contrats avec les partenaires sont signés, les activités proprement dites, comme d'ailleurs prévues dans le document de projet, vont être exécutées et l'état d'avancement de la mise en œuvre changera en fonction de couleur.

Objectif Spécifique 1 : Des solutions de paix concertées identifiées au sein des structures de paix communautaires sont mises en œuvre

Résultat 1.1 – <i>Plans d'action conjoints, inclusifs et sensibles au genre développés et approuvés par les représentants des communautés, et les autorités traditionnelles et formelles.</i>	Etat
	

Dans cette période de démarrage, aucun plan n'a encore été développé. Pour assurer l'inclusion et la participation dans les processus de dialogue, la bonne compréhension du projet et de ses approches ainsi que pour mobiliser les communautés dans les zones d'intervention, il a été jugé nécessaire par Alert, ses partenaires, le STAREC, les Points Focaux des ministères provinciaux concernés par le projet et l'UAS d'organiser des séances de sensibilisation préalables aux activités au terrain. Ces séances ont eu lieu en début d'octobre à Bwegera, Luvungi et Minembwe. La séance à Mikenge n'a pas pu avoir lieu pour des raisons de coordination logistique avec le service des aviations de la MONUSCO. Néanmoins, certains invités de Mikenge ont quand même pu se déplacer pour participer à la séance à Minembwe.

Préalablement,

- Le STAREC et Alert avaient établi les listes des participants pour pouvoir les inviter par écrit ;
- Les communautés ont été informées via les Spots radio diffusés par 3 stations radio locales ;
- Alert et ses partenaires se sont préparés dans des séances de travail pour pouvoir répondre aux questions « épineuses » qui pourraient être posées lors des séances de sensibilisation et harmoniser le contenu des messages et réponses avec le STAREC/UAS;
- Des résumés écrits par objectif spécifique (en Swahili) ont été élaborés pour la distribution aux participants.

Au total 135 leaders et représentants des communautés et de l'état ont participé aux séances à Bwegera, Luvungi et Minembwe. Afin de permettre aux populations de Mikenge de mieux s'imprégner du projet et ne pas nuire à la cohésion sociale, il est prévu d'organiser une nouvelle séance à Mikenge dans le courant du mois de janvier 2018. La participation des femmes était relativement faible (seulement 16). Cette situation est principalement dû au fait que les femmes ne sont pas suffisamment impliquées dans le leadership coutumier et étatique. Néanmoins, Alert, ses partenaires et le STAREC vont assurer une plus grande participation des femmes à la séance à Mikenge ce qui est déjà visible sur la liste provisoire des invitées. Le consortium veillera pour les prochaines activités à mieux assurer la participation des femmes.

Malgré certains défis dans la phase préparatoire mais aussi pendant les séances (voir ci-dessous), ces efforts ont porté des fruits importants : il a été possible de faire des contacts importants avec des acteurs clés des communautés et de l'Etat, les participants ont compris les contenus et les approches du projet, et il a été possible de répondre à leurs questions pertinentes pour clarifier certaines attentes mais aussi des malentendus. À part cela, les séances représentent aussi une grande valeur ajoutée et un moment

d'apprentissage pour Alert et ses partenaires, notamment que la sensibilisation des communautés, des leaders et des autorités est une activité qui doit continuer tout au long du projet.

Produit 1.1.1 – Le processus de dialogue est inclusif et participatif

Produit 1.1.2 – Les communautés cibles ont des connaissances accrues sur le dialogue démocratique

Résultat 1.2 – <i>Mécanismes de résolution de conflits au niveau communautaire inclusifs et participatif établis</i>	Etat
	

Produit 1.2.1 – Les membres des plateformes de dialogue ont des connaissances accrues sur l'utilisation du dialogue comme méthodologie de résolution pacifique des différends

Résultat 1.3 – <i>Les acteurs clés (niveaux communautaire, provincial et national) sont mobilisés autour des questions de la stabilisation</i>	Etat
	

Produit 1.3.1 – Sensibilités accrues des acteurs clés (niveaux communautaire, provincial et national) sur les questions de la stabilisation

À part l'organisation des séances de sensibilisation mentionnées ci-dessus, Alert et l'UAS ont pris d'autres mesures importantes pour sensibiliser et informer des acteurs clés, notamment :

- La réunion avec le Coordinateur National du STAREC à Kinshasa pour obtenir son support et son appui ainsi que celui du Ministre du Plan National. Cela était aussi très pertinent pour informer les structures étatiques sur le lancement du projet en novembre ;
- La réunion avec le staff du STAREC à Bukavu pour présenter les objectifs et le contenu du projet ;
- La participation dans la réunion du Forum National de Stabilisation pour pouvoir présenter les défis que le projet pourrait rencontrer et pour obtenir le soutien des bailleurs de fonds et de la communauté internationale si jamais le projet devait rencontrer des blocages politiques de plus haut niveau ;
- La réunion d'information avec STAREC et les 4 points focaux des ministères concernés (ministère du plan, ministère de l'intérieur et ministère de la sante) ;
- Les diverses réunions avec les plus hautes autorités provinciales du Sud Kivu (le Gouverneur, le Ministre du Plan, le Ministre de l'Intérieur) ainsi que territoriales (p.ex. l'Administrateur du territoire d'Uvira) pour obtenir leur soutien et engagement politique.
- Le lancement officiel réussi du projet qui a eu lieu le 14 novembre 2017 à Uvira (voir aussi 3.3) ;
- Les 2 cafés de presse organisés à Bukavu (Septembre) et à Uvira (Novembre) ;
- Les multiples SPOTs radio qui ont été diffusés dans les zones d'intervention pour informer la population sur les séances de sensibilisation ainsi que sur le lancement officiel ;
- Les résumés du projet et de ses cinq objectifs spécifiques (traduits en Swahili) qui ont été distribués aux participants des séances de sensibilisation, aux invités du lancement officiel ainsi qu'à la presse (et qui serviront en tant que matériel d'information tout au long du projet).

Tous ces efforts (qui vont continuer tout au long du projet) ont permis de créer une meilleure connaissance et compréhension du projet parmi les acteurs clés. On estime que par cela le soutien du projet de la part des autorités a augmenté.

Défis et mesures de mitigation

Les défis majeurs qu'on estime rencontrer sont les suivants :

- L'insécurité dans les zones d'intervention déjà expérimentée pendant les séances de sensibilisation. Initialement, il était prévu d'organiser une séance à Lemera mais on a dû changer le lieu vers Luvungi à cause des affrontements entre les mai-mai Yakutumba et les FARDC ;
- La résistance au projet de la part de certains groupes dans les communautés, par exemple les jeunes de certaines communautés, quand ils ne se sentent pas suffisamment impliqués dans les

activités de projet. Cela a été déjà expérimenté pendant la séance de sensibilisation à Bwegera quand un groupe de jeunes voulaient l'arrêter. Le problème a été résolu par le dialogue entre le représentant des jeunes et les représentants du STAREC ainsi que du point focal du ministère du plan ;

- Des blocages motivés pour des raisons ethniques ou politiques. P. ex., certaines autorités ont déjà exprimé leurs préoccupations par rapport à la sélection des organisations partenaires d'Alert qui font partie du consortium. Alert a répondu par la présentation de la liste des partenaires sélectionnés (qui n'est pas du tout mono-ethnique) ainsi que par une clarification sur les critères de sélection (expérience, présence au terrain, capacités organisationnelles etc.) ;
- Une certaine fatigue des communautés en ce qui concerne le sujet du « dialogue ». Certains groupes ou personnes sont de l'avis qu'il y a eu déjà suffisamment de dialogue dans la zone prioritaire (ZP) sans que la situation générale ait changé.
- La faible représentation des femmes dans les structures de leadership coutumier et étatique ce qui pourra avoir un impact négatif sur leur participation.

Les mesures de mitigation seront les suivantes :

- Monitoring permanent de la situation sécuritaire en étroite coordination avec les communautés sur place, l'INSO, les autorités de l'Etat, les UN, et d'autres partenaires ;
- Dialogue permanent avec tous les acteurs clés concernés par le projet ; un point particulier sera mis sur le dialogue avec la jeunesse dans les zones d'intervention ainsi que sur leur implication active dans le projet. Il sera également très important de promouvoir surtout la participation des jeunes filles car souvent ils ne sont pas du tout représentés dans des groupements des jeunes. La cartographie des initiatives et mouvements de jeunes dans le Secteur d'Itombwe réalisée par Alert dans le cadre d'un autre projet permettra de surmonter ces difficultés et identifier des pistes de solutions. Les synergies et collaboration entre les deux projets ont été déjà identifiées et des activités conjointes seront menées tout au long du projet.
- Développement d'une stratégie d'engagement politique à tous les niveaux (Plaidoyer) ; développement d'une stratégie de communication avec tous les partenaires et les parties prenantes.

Coordination

Le consortium Alert et partenaires a pu établir un vrai « esprit d'équipe » grâce à tous les ateliers techniques préparatoires, ce qui va avoir un impact très positif tout au long du projet. Pour rendre cet esprit d'équipe et de partenariat plus visible, il est prévu – en étroite coordination avec la section de communication de l'UAS et du STAREC - de développer un logo commun du consortium « Alert et partenaires ».

Alert et ses partenaires sont en contact et en étroite coordination et collaboration depuis le début du projet. Des multiples séances de travail et de coordination ont été déjà organisés (voir aussi 3.3) et il est prévu de continuer la coordination au sein du consortium selon les mécanismes mentionnés dans le PRODOC. À part cela, des points focaux des ministères concernés (ministère du plan, ministère de l'intérieur et ministère de la sante) par le projet ont été identifiés pour faciliter l'appropriation du projet et de ses résultats par le gouvernement, garantir la durabilité des acquis mais aussi pour avoir leur soutien direct en cas de blocage. Malheureusement, certains points focaux ont été changés suite au changement du gouvernement provincial. Ce qui veut dire qu'Alert et ses partenaires doivent recommencer un certain travail d'information et de sensibilisation. L'installation tardive du nouveau gouvernement provincial a aussi causé des retards dans l'implémentation des activités de projet.

Au-delà des fora de coordination entre les partenaires du projet, les agences œuvrant dans le domaine de la stabilisation (alignés à la stratégie de l'I4S, p. ex. le consortium ZOA/IRC/Search for Common Ground, Peace Direct) se rencontrent une fois par mois à Bukavu pour harmoniser leurs activités ainsi que pour éviter des duplications et chevauchements. Le même mécanisme de coordination est aussi prévu d'être mis en place à Uvira. Ces efforts de coordination ont déjà permis de bien connaître les activités et les approches des différents acteurs et d'identifier des occasions pour créer des synergies et pour partager des résultats des activités ainsi que des outils utilisés. Une discussion est aussi en cours comment économiser des frais de fonctionnement, p.ex. par le partage des espaces de travail à Uvira.

Alert est aussi en contact avec les partenaires qui sont dans la préparation de nouveaux projets comme GIZ. GIZ veut mettre en œuvre (depuis l'année 2019) deux nouveaux projets dans les Kivus et dans la ZP I4S dans le Sud Kivu: un projet de promotion des moyens d'existence et de la paix qui visera les populations vulnérables (réfugiés, déplacés, ex-combattants etc.) et un projet qui visera la stabilisation et la promotion de la paix (renforcement des acteurs de paix, analyse de conflit etc.).

Encrage institutionnel

Toutes les informations fournies ci-dessus montrent que l'encrage institutionnel est un sujet clé pour Alert et ses partenaires. Sans le soutien institutionnel, le projet ne va pas réussir. Donc, le travail de sensibilisation et d'information pour que les institutions de l'Etat puissent s'approprier du projet continuera tout au long du projet. Alert et ses partenaires développeront donc une stratégie particulière en ce qui concerne la communication avec les institutions de l'Etat dans le prochain trimestre.

Questions de genre

Malheureusement, la participation des femmes aux séances de sensibilisation était relativement faible mais il s'agit d'activités de sensibilisation très spécifiques et ponctuelles qui ciblaient notamment les leaders communautaires. En RDC, à cause de certains stéréotypes et pratiques, les femmes n'ont pas accès à ce type de poste ni au statut de « chef coutumiers » raison pour laquelle elles étaient sous-représentées. Un des objectifs de ce projet est justement de promouvoir l'inclusion et la participation des femmes à ce type de poste de prise de décision. Donc il s'agit d'un objectif qui sera poursuivi tout au long de la mise en œuvre.

Les équipes de suivi et de coordination au sein d'Alert et de ses partenaires ne sont pas encore tout à fait équilibrés en ce qui concerne le genre. Une enquête interne dans le consortium est en cours pour précisément pouvoir évaluer combien d'employées femmes sont impliquées dans la gestion et l'exécution du projet. Le résultat va informer de manière importante la future stratégie du consortium en ce qui concerne la promotion et l'embauche des femmes au sein des organisations. Cela veut dire qu'il reste encore un travail à faire pour sensibiliser tout le monde pour que les femmes soient impliquées et représentées dans toutes les activités et aussi dans la gestion du projet.

Leçons apprises

Il est essentiel de maintenir une communication préalable, transparente, et claire avec toutes les parties prenantes et les bénéficiaires dès le début pour éviter la manipulation de l'information mais aussi une récupération politique de certaines actions et messages.

Histoires de succès

NA

Objectif Spécifique 2 : Le nombre de conflits fonciers est réduit (grâce à l'amélioration de la gouvernance foncière)

Résultat 2.1 – <i>Les plans concertés pour la gestion du foncier sont mis en œuvre</i>	Etat
<i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i>	

Produit 2.1.1 – Des mécanismes de coordination sont créés et opérationnels

Résultat 2.2 – <i>La sécurisation et l'accès à la terre sont garantis par les entités compétentes</i>	Etat
<i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i>	

Produit 2.2.1 – Les capacités des agents de l'état et des agriculteurs/éleveurs sur les thématiques du foncier sont améliorées

Produit 2.2.2 – Les membres des communautés cibles ont des connaissances accrues de leurs droits pour ce qui concerne les droits fonciers

Produit 2.2.3 – La qualité des services fonciers de l'état est améliorée

Résultat 2.3 – <i>Un cadre réglementaire du foncier est développé</i>	Etat
<i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i>	

Produit 2.3.1 – L'appui à la réforme foncière au niveau national et à la promulgation des édits provinciaux assuré

Défis et mesures de mitigation
<i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i>
Coordination
<i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i>
Encrage institutionnel
<i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i>
Questions de genre
<i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i>
Leçons apprises
<i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i>
Histoires de succès
<i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i>

Objectif Spécifique 3 : Gouvernance sécuritaire renforcée

<p>Résultat 3.1 – <i>Confiance renforcée entre population et services étatiques responsables de la sécurité</i></p> <p><i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i></p>	<p>Etat</p>
---	--------------------

Produit 3.1.1 – Qualité améliorée des services de l'état responsable de la sécurité

<p>Résultat 3.2 – <i>Des mesures pour la garantie de la sécurité, identifiées collectivement par les agents sécuritaires et les représentants de la communauté, sont mis en œuvre</i></p> <p><i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i></p>	<p>Etat</p>
---	--------------------

Produit 3.2.1 – Des plans d'action concertés entre les représentants des communautés cibles et les forces sécuritaires sont développés

<p>Résultat 3.3 – <i>Les groupes armés sont sensibilisés.</i></p> <p><i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i></p>	<p>Etat</p>
---	--------------------

Produit 3.3.1 – Des campagnes de sensibilisation sont organisées

<p>Défis et mesures de mitigation</p> <p>Coordination Pour assurer une meilleure coordination Alert a déjà :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Échangé avec Search for Common Ground qui implémente un programme aligné dans la ZP et financé par DFID et a participé à leur atelier d'évaluation du projet ; - Participé à l'atelier de coordination avec tous les intervenants organisés par l'UAS pour s'aligner à la politique de réforme du secteur de la sécurité ; - Participé aux réunions avec les affaires civiles de la Monusco ; - Participé aux réunions avec le consortium VNGI/ZOA/War Child pour échanger avec eux sur leur approche de la gouvernance sécuritaire. <p>Comme indiqué ci-dessus, les premiers contacts ont été pris et des échanges sur les activités des uns et des autres ont été organisés. Notamment vu le nombre d'acteurs intervenant dans le domaine de la sécurité, une des décisions qui a été prise était la mise en place d'un cadre de coordination sous le lead de SSU qui devrait se réunir assez régulièrement pour permettre une coordination concrète des différentes interventions. Aussi des engagements bilatéraux, notamment avec SFCG, ont été pris pour que des updates réguliers se fassent entre les deux organisations et surtout une réunion plus approfondie sera organisée pour identifier les chevauchements (en termes d'activités, cibles, et zone d'intervention = villages/groupements) et voir dans quelle mesure on pourrait mettre ensemble nos ressources pour avoir le plus d'impact.</p> <p>Encrage institutionnel</p> <p>Alert a contribué de manière importante aux modifications de l'approche dans le cadre de ce pilier pour assurer l'accompagnement des autorités dans la mise en application de la réforme du secteur de la sécurité pour garantir un véritable encrage institutionnel. À part cela, le Commandant provincial de la PNC et le représentant de la 33eme région militaire étaient présents au lancement officiel du projet. Des messages clés ont été passés pour qu'ils puissent connaître d'ores et déjà les attentes qu'Alert et ses partenaires ont vis-à-vis du commandement provincial de la PNC et FARDC pour la mise en œuvre des plans d'action.</p>
--

Questions de genre

Dans le prochain trimestre une étude sur l'état des lieux de la parité aux seins des forces armées et services de sécurité sera lancée. En plus, dans le cadre d'un autre projet de Alert, Tushiriki Wote, aligné a I4S un état de lieux de la parité en général dans la province du Sud Kivu sera aussi réalisé, ce qui permettra de mieux définir les stratégies de plaidoyer à mettre en place pour que les questions de genre soient pertinemment intégrées dans toutes les composantes du projet.

Leçons apprises

Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage

Histoires de succès

Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage

Objectif Spécifique 4 : Cohésion sociale dans la zone prioritaire améliorée

Résultat 4.1 – Réinsertion socio-économique des jeunes à risques assurée.	Etat 
--	--

Produit 4.1.1 – Participation des jeunes à risque ciblés par le projet aux activités de réinsertion socio-économique

Lors du lancement officiel du projet la délégation, en présence du Gouverneur de la Province, a visité un projet CVR exécuté par la Caritas en collaboration avec la MONUSCO à Kala, tout près d'Uvira. Ce projet vise de réinsérer des jeunes ex-combattants et autres personnes vulnérables dont les femmes à travers des activités d'agriculture. Préalablement à la visite de terrain il y avait déjà des échanges entre la Caritas, l'UAS et Alert sur l'approche et les résultats de ce projet. La conclusion est que ce projet n'a pas seulement très bien réussi mais a aussi des capacités et du potentiel d'inclure un nombre encore plus grand d'ex-combattants ce qui représente une bonne opportunité de créer des synergies avec le projet Tujenge Pamoja qui vise des activités et résultats similaires.

Résultat 4.2 – Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcés <i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i>	Etat 
---	--

Produit 4.2.1 – Confiance intra et inter communautaire accrue

Défis et mesures de mitigation
Coordination Une réunion avec ZOA/IRC/SFCG a eu lieu pour s'informer de l'état d'avancement de l'étude de marché (IRC) dans la ZP notamment dans le groupement de Luberizi. L'étude sera partagée avec Alert pour voir quels sont les gaps à combler dans le cadre de l'étude prévu sous l'objectif 4. Alert et Handicap International (HI) ont eu des réunions pour voir dans quelle mesure les deux organisations peuvent collaborer étant donné que HI actuellement implémente un projet de réhabilitation de routes dans la Province du Sud Kivu. À l'interne le projet Tujenge Pamoja collabore étroitement avec le projet Vijana Tuna Weza. Vijana Tuna Weza travaille dans le secteur d'Itombwe et a déjà fait une sélection des jeunes ce qui sera très bénéfique pour le projet Tujenge Pamoja. A part cela, Tujenge Pamoja et Vijana Tuna Weza vont identifier d'autres points de collaboration et des synergies pour maximiser leurs résultats et impacts respectifs. Notamment le projet Vijana Tuna Weza vise à promouvoir un changement socio-politique positif dans le Secteur d'Itombwe via le renforcement du leadership des jeunes. Des activités de dialogue pour promouvoir une citoyenneté active et responsable ainsi que la cohésion sociale parmi les jeunes des différentes communautés ethnique sont prévues dans le cadre du projet Vijana Tuna Weza et seront complémentaires aux activités de développement économique qui seront menés dans le cadre des 4 piliers du projet Tujenge Pamoja. En plus de cela le projet Vijana Tuna Weza compte mener une recherche sur les « push and pull factors » des jeunes vers les groupes armés. Les résultats de cette recherche seront largement partagés et permettront au projet Tujenge Pamoja de mieux définir les stratégies pour promouvoir la démobilisation de ces jeunes des groupes armés.
Encrage institutionnel <i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i>
Questions de genre

Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage

Leçons apprises

Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage

Histoires de succès

Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage

Objectif Spécifique 5 : Niveau VSBG réduit dans la zone prioritaire

<p>Résultat 5.1 – <i>Prévalence de normes sociales nocives qui contribuent à perpétrer les VSBG réduite</i></p> <p><i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i></p>	<p>Etat</p> 
---	--

Produit 5.1.1 – Connaissances, attitudes, perception sur les VSBG au sein des communautés cibles améliorées

<p>Résultat 5.2 – <i>Les relations de genre au sein des ménages et communautés de la zone prioritaire s'améliorent et contribuent à réduire le VSBG</i></p> <p><i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i></p>	<p>Etat</p> 
---	--

Produit 5.2.1 – Les groupes de dialogues sont renforcés

Produit 5.2.2 – Les émissions radio sur le genre sont produites et diffusées

Produit 5.2.3 – Les capacités et connaissances des partenaires et des membres du groupe consultatif en matière de genre sont améliorées

<p>Défis et mesures de mitigation</p> <p><i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i></p>
<p>Coordination</p> <p><i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i></p>
<p>Encrage institutionnel</p> <p><i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i></p>
<p>Questions de genre</p> <p><i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i></p>
<p>Leçons apprises</p> <p><i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i></p>
<p>Histoires de succès</p> <p><i>Vu le retard dans la mise en œuvre, voir prochaine période de rapportage</i></p>

PARTIE 2 – PERCEPTIONS D'IMPACT

2.1 Sur la base des changements qui se sont produits au niveau de chaque composante (produits et résultats dans chaque objectif spécifique), quel type d'impact au niveau de projet vous pensez avoir atteint ?

Jusqu'à présent ces sont surtout les efforts de sensibilisation des populations, de leurs leaders et représentants, de la société civile, des autorités de l'Etat et des médias qui montrent un impact important. Au début Octobre, Alert et ses partenaires en étroite collaboration avec le STAREC et l'UAS ont organisé une série de séances de sensibilisation pour les communautés de la Plaine et des Hauts/Moyens Plateaux (Bwegera, Luvungi/Lemera et Minembwe). Préalablement, les participants aux différentes séances ont été identifiés par le STAREC et Alert et invités à participer. En plus, les communautés ont été informées sur les séances via des Spots radio. Ces séances ont permis à Alert et ses partenaires ainsi qu'au STAREC et l'UAS de présenter les objectifs et les activités du projet et de répondre aux questions et aux préoccupations des participants notamment relativement au processus de sélection du consortium et des partenaires de mise en œuvre par Alert.

Au même sens (messages d'information, échange, réponse aux questions) :

- Des rencontres avec le nouveau Gouverneur de la Province, le Ministre du Plan, le Ministre de l'Intérieur, ainsi que le coordinateur national de STAREC et l'Administrateur du Territoire d'Uvira ont été organisés ;
- Les médias ont été informés à travers des Cafés de Presse et des communiqués de presse à Bukavu et Uvira ;
- La société civile à Uvira a pu exprimer ses préoccupations concernant la représentativité des organisations partenaires d'Alert et une réunion d'information et sensibilisation avec ses représentants a été organisée à Uvira en collaboration avec le STAREC.

L'impact de tous ces efforts prenants mais nécessaires est le suivant : la probabilité que les activités de projet peuvent démarrer et se dérouler dans les meilleures conditions a significativement augmenté car les acteurs sensibilisés et informés connaissent beaucoup mieux l'approche et le contenu du projet et ont eu plusieurs occasions de recevoir des réponses à leurs questions diverses. Le projet a maintenant plus de « supporteurs » qu'avant et une véritable appropriation par certains acteurs clés.

2.2 Sur la base des preuves/données fournies par les indicateurs au niveau des résultats et produits dans chaque composante (objectif spécifique), comment et jusqu'à quel point est-ce que vous estimez que le projet dans son ensemble est en train d'influencer les dynamiques de conflit sur lesquelles il est supposé intervenir ?

Vu l'état d'avancement des activités il est trop tôt pour pouvoir rapporter là-dessus.

PARTIE 3 - ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Etat


Si les dépenses sont en retard (rouge) ou en décalage (jaune), veuillez expliquer brièvement

Le projet est d'une très grande ampleur, très complexe et crée certaines attentes parmi les autorités, les populations mais aussi les partenaires d'Alert. Il était donc impératif d'investir suffisamment de temps dans la préparation du projet, notamment dans le recrutement des chargés et du Coordinateur de projet, la sensibilisation et l'échange avec les acteurs mentionnés dans la section 2.1, la formation/sensibilisation technique (finances, programme, S&E, etc.) des 9 organisations partenaires, la planification commune des activités ainsi que la budgétisation par partenaire, par objectif et par activité. Cela a causé un certain retard par rapport au démarrage des activités proprement dites au terrain et par conséquent un retard des dépenses liées aux activités relativement aux allocations budgétaires prévues. Néanmoins, les efforts fournis dans la phase préparatoire vont contribuer de manière importante au bon déroulement des activités au terrain ainsi qu'à la bonne gestion des finances, logistique et administrative en conformité avec le plan de travail qui a été revu en collaboration avec les partenaires de mise en œuvre. Au moment de la soumission de ce rapport, Alert est prêt à signer les contrats avec les organisations partenaires ce qui va leur permettre de commencer les activités au terrain vers la fin de novembre/début décembre et donc récupérer le retard dans les dépenses liées au projet.

3.2 Progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit¹.

En annexe.

3.3 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

¹ Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche (max 300 mots):

Le projet a commencé officiellement le 1^{er} juillet mais les activités préparatoires n'ont pu démarrer qu'en début aout après avoir reçu la première tranche de financement de la part du PNUD (vers la fin de juillet). Les mois d'aout à octobre ont été utilisés pour des activités opérationnelles afin de préparer une base solide pour le bon déroulement et la réussite du projet. Il s'agit notamment de :

- Recrutement de l'équipe de gestion et de suivi du projet au sein d'Alert (1 Coordinateur international, 3 chargés de projet et 1 chargée Suivi et Evaluation et 1 Comptable Senior (nationaux)) ;
- Profonde évaluation organisationnelle et financière mais aussi programmatique des 9 organisations partenaires pour les valider en tant que partenaires de mises en œuvre, mais aussi connaître leurs systèmes de gestion interne et mission/valeurs afin d'harmoniser les règlements de suivi et de gestion et définir ensemble un plan de renforcement de capacités et coaching ;
- Formation à la gestion financière ainsi que séances/ coachings individuelles par organisation selon les besoins ;
- Participation aux journées de travail organisées par UAS/STAREC en ce qui concerne le S&E ainsi que les règles et procédures à suivre ;
- Atelier d'une semaine avec Alert et tous les 9 partenaires pour développer une vision commune du projet ainsi que pour commencer la planification des activités et des budgets et définir les stratégies d'intervention pour minimiser les risques liés à la mise en œuvre de chaque pilier ;
- Ateliers techniques par objectif spécifique pour approfondir les questions de planification des activités, de budgétisation, de coordination ainsi que de communication à l'interne du consortium pour pouvoir conclure les contrats avec les partenaires ;
- Formations des 9 partenaires aux outils et formats S&E par le Coordinateur Suivi, Évaluation et Apprentissage d'Alert, basé à Londres afin qu'ils puissent les maîtriser et utiliser correctement ;
- Atelier de travail organisé par UAS/STAREC sur la gouvernance sécuritaire pour renforcer l'alignement des programmes I4S à la politique nationale ;
- Diverses réunions de sensibilisation et d'informations aux autorités des zones d'intervention (y compris le Gouverneur de la Province, les ministères concernées par le projet ainsi que l'administration locale et le coordinateur de STAREC Nationale) ;
- Établissement des mécanismes de coordination à l'interne du consortium (Alert et ses partenaires), entre STAREC, UAS et Alert, mais aussi entre des diverses organisations qui œuvrent dans le domaine de la stabilisation et de la paix (p.ex. le consortium ZOA/IRC/Search for Common Ground) ;
- Organisation des importantes séances de sensibilisation et d'information aux populations et autorités à Bwegera, Luvungi/Lemera et Minembwe.

Tout ce travail préparatoire essentiel et très important a permis à l'Alert et ses partenaires, au STAREC et à l'UAS d'organiser le lancement officiel du projet le 14 novembre à Uvira en présence du Gouverneur de la Province, du Ministre du Plan et du Ministre de l'Intérieur de la Province, le Président de l'assemblée Provinciale du Sud Kivu, de l'ambassade de la Suède, du Chef de bureau de la Monusco, le Commandant Provincial de la PNC et le Représentant du Commandant de la 33eme Région Militaire, le Coordinateur du STAREC National et Représentant du Ministre du Plan au niveau National ainsi que d'un grand nombre d'autres autorités administratives et coutumières locales et représentants des organisations internationales et locales. Cet événement très bien réussi et apprécié a permis d'informer encore une fois la population sur le démarrage et le contenu du projet et de les inviter à supporter les activités et efforts prévus mais aussi d'obtenir une véritable appropriation de ses objectifs par les acteurs clés.

Comme déjà mentionné, au jour de la soumission de ce rapport Alert est prêt à signer les contrats avec les 9 partenaires ce qui va permettre le démarrage des activités au terrain dans les deux semaines qui suivent.

PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT

Fiche d'évaluation du rapport

A compléter par le Secrétariat Technique

OS	Critères d'évaluation	Evaluation et recommandations	Note ²
PARTIE 1 – LES PROGRES			
1	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi des données collectées	Le rapport est assez clair. L'absence de progrès substantifs est bien justifiée. Les activités de sensibilisation communautaires ainsi que les interactions bilatérales avec les autorités ont été efficaces quant à la mobilisation des acteurs. Le Secrétariat technique recommande néanmoins que le Consortium travaille activement à rattraper le temps écoulé afin de produire les premiers résultats dans les meilleurs délais.	NA
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	Les données fournies sont moins quantitatives que qualitatives. Elles sont acceptables pour cette période de démarrage. Les données quantitatives sont cependant très attendues pour les prochains rapports.	NA
	L'état d'avancement du projet est comme prévu	Non. Des retards importants ont été notés. Le consortium doit veiller à rattraper ce retard.	NA
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente	Oui. Le consortium est invité à maintenir le cap sur ces questions transversales. La question du genre mérite en revanche une attention particulière.	NA
2	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi des données collectées	Aucune action n'a encore été entreprise dans le cadre de cette composante.	NA
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	Aucune action n'a encore été entreprise dans le cadre de cette composante.	NA
	L'état d'avancement du projet est comme prévu	Aucune action n'a encore été entreprise dans le cadre de cette composante.	NA
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente	Aucune action n'a encore été entreprise dans le cadre de cette composante.	NA
3	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi des données collectées	Aucune action n'a encore été entreprise dans le cadre de cette composante.	NA

² 1= mal ; 2= moyen ; 3= bien

	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	Aucune action n'a encore été entreprise dans le cadre de cette composante.	NA
	L'état d'avancement du projet est comme prévu	Aucune action n'a encore été entreprise dans le cadre de cette composante.	NA
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente	Aucune action n'a encore été entreprise dans le cadre de cette composante.	NA
4	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi des données collectées	Aucune action n'a encore été entreprise dans le cadre de cette composante.	NA
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	Aucune action n'a encore été entreprise dans le cadre de cette composante.	NA
	L'état d'avancement du projet est comme prévu	Aucune action n'a encore été entreprise dans le cadre de cette composante.	NA
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente	Les discussions en cours sur la question des Ex Combattants ne sont pas reflétées.	
5	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi des données collectées	Aucune action n'a encore été entreprise dans le cadre de cette composante.	NA
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	Aucune action n'a encore été entreprise dans le cadre de cette composante.	NA
	L'état d'avancement du projet est comme prévu	Aucune action n'a encore été entreprise dans le cadre de cette composante.	NA
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente	Aucune action n'a encore été entreprise dans le cadre de cette composante.	NA
PARTIE 2 – PERCEPTIONS D'IMPACT			
1	Les changements au niveau d'impact sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques).	Trop tôt pour apprécier ces changements	NA
2	Les changements des dynamiques de conflit sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques).	Trop tôt pour apprécier ces changements	NA
PARTIE 3 : ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION			
1.	Les dépenses actuelles justifient les progrès envers l'atteinte des produits/résultats escomptés	Le faible taux de dépense se justifie par le retard dans la mise en œuvre. En conséquence, le consortium doit s'employer à accélérer la	2

		mise en œuvre effective des activités planifiées.	
2.	Les dépenses non-conformes au budget planifié sont justifiées correctement dans la section narrative sur le budget	Oui	3
3.	Le taux de mise en œuvre est au moins de 80% permettant de déclencher la mise à disposition de la prochaine tranche.	Non	1
NOTE GLOBALE QUALITÉ DU RAPPORT			
Commentaires généraux			
<p>Le Secrétariat Technique du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation au Sud Kivu prend acte de ce que ce rapport couvre une période préparatoire nécessaire à une mise en œuvre effective du projet. De ce fait, les informations narratives et financières partagées se comprennent. Les activités sont décrites de manière claire. Leurs impacts sur les questions transversales en matière d'ancrage institutionnel et de coordination sont bien réels. Le consortium est invité à continuer dans ce sens.</p> <p>En revanche, quelques défis se posent déjà, notamment en ce qui concerne l'environnement sécuritaire d'une part et l'inclusion et la prise en compte du genre d'autre part. La question de l'inclusion qui revient de manière récurrente doit être traitée de manière diligente et prudente de façon à ne pas nuire au contexte général de la zone. De même, le consortium doit entreprendre des actions spécifiques pour favoriser une meilleure participation des femmes et des jeunes dans les différents processus du projet.</p> <p>Vu que la phase de démarrage a pris plus de temps qu'initialement prévu, le consortium a accusé un retard dans la mise en œuvre de sa planification originelle. Il s'ensuit l'impossibilité de rapporter sur les indicateurs en commun de l'ISSSS pour la période.</p> <p>En conséquence, le consortium doit s'employer à accélérer la mise en œuvre effective des activités planifiées.</p>			

ANNEXES – CADRE LOGIQUE

(Prière de annexer le file Excel)

Notes sur le cadre logique (si nécessaire)

Rien à noter pour cette periode.